

DELIBERATION N° 94/02-05 - CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DU DEPARTEMENT DES SERVICES DECONCENTRES DU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

La loi du 2 Décembre 1992 a précisé les conditions de la mise à disposition des départements des services ou parties de service déconcentrés du ministère de l'Équipement nécessaires à l'exercice de leurs compétences.

Par délibération du 19 Février 1993, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle a demandé, conformément aux dispositions de la loi, l'étude d'un projet de réorganisation de la Direction Départementale de l'Équipement qui réponde aux principes suivants :

- . le maintien de la présence en milieu rural,
- . la clarification des responsabilités,
- . le renforcement de l'action territoriale,
- . le maintien des capacités d'aide aux communes,
- . les personnels des subdivisions ne doivent pas être affectés par la réorganisation.

Dans cet esprit, le Conseil Général a précisé les orientations auxquelles devait répondre le projet, à savoir :

- . le regroupement dans 4 sièges de subdivision des missions exclusivement départementales concernant la programmation, la surveillance des travaux à l'entreprise, la gestion du domaine public et la comptabilité départementale.
- . le maintien en commun des équipes chargées des interventions en régie sur les routes nationales, départementales et communales, dans le but de garantir des interventions rapides notamment en période hivernale.

Un autre principe a également été pris en compte dans l'étude du projet. Il est fixé par la loi du 2 Décembre 1992 qui précise que "la nouvelle organisation ne doit ni compromettre l'exercice des missions que la D.D.E. assure pour le compte de l'Etat et des Communes, ni en augmenter le coût pour ces collectivités".

Le projet présenté a été étudié par les services de la Direction Départementale de l'Équipement. Il tente de répondre au mieux aux différents principes fixés ci-dessus.

Pour permettre aux communes de donner leur avis sur les conditions dans lesquelles la nouvelle organisation de la D.D.E. continuera à exercer ses missions pour le compte des communes, la loi a prévu une consultation des maires sur la partie du projet de réorganisation présenté par la D.D.E. portant sur les subdivisions "Etat/Communes".

Le projet de la nouvelle organisation de la D.D.E. consiste d'abord à créer 4 subdivisions départementales : CONFLANS, VEZELISE, BACCARAT et NANCY, qui assureront les activités pour le Département. L'activité pour le compte de l'Etat et des Communes sera organisée autour de 11 subdivisions territoriales :

AUDUN le ROMAN	NANCY-NORD	BLAMONT
BRIEYNANCY-SUD	HARQUE	
LONGUYON		LUNEVILLE
LONGWY		PONT-à-MOUSSON
		TOUL

qui assureront :

- pour le compte de l'Etat :

- . programmation, études, travaux, exploitation et gestion du domaine public sur les routes nationales,
- . participation aux actions de la D.D.E. (aménagement - logement - interventions dans les actions de l'Etat)

- pour le compte des communes :

- . études et direction des travaux,
- . conduites d'opération,
- . aide technique à la gestion communale et conseil aux maires,
- . entretien de la voirie communale,
- . instruction des autorisations liées au droit des sols (permis de construire certificats d'urbanisme)
- . participation aux études d'urbanisme (POS - ZAC).

Les communes continueront à pouvoir faire appel aux services de la D.D.E. dans ses domaines de compétence (notamment : ingénierie, instruction des autorisations liées au droit des sols, entretien de la voirie). L'ensemble de ces missions exercées sera assuré par les 11 subdivisions "Etat/Communes" de la D.D.E. L'activité correspondante sera assurée à partir du siège de ces nouvelles subdivisions. L'entretien des voiries communales pourra continuer à être assuré par les équipes des subdivisions, à partir des centres d'exploitation existants.

La loi du 2 Décembre 1992 prévoit qu'avant que le Conseil Général ne se prononce définitivement sur cette nouvelle réorganisation, les communes concernées soient consultées.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

- donner un avis favorable sur ce projet de réorganisation.